

ORGANISER LA RÉSISTANCE...

Lorsqu'après bien des péripéties, des difficultés, la *Confédération Générale du Travail* s'organise, elle est saluée comme étant «*l'organisme central*» de la classe ouvrière. Cela signifie qu'en même temps qu'elle proclame son indépendance des partis et de l'État, elle est la représentation, non octroyée, des salariés se constituant «*politiquement*» en classe sociale, distincte des autres classes sociales. La C.G.T. n'est pas un intermédiaire entre la classe ouvrière et d'autres institutions. Elle est la classe ouvrière elle-même qui dresse sa propre puissance face à d'autres puissances: le capital et l'État.

Toute notre histoire syndicale est faite d'affrontements entre cette conception - qui reste foncièrement la nôtre, à nous anarchistes - et celle de tous ceux, partis, gouvernements, États, Églises, qui tentent en permanence de transformer la nature même de l'organisation confédérée en simple courroie de transmission, en sous-produit politique, en support électoral, en serviteur zélé de l'État, aujourd'hui en instrument subsidiaire de l'*Union Européenne*.

La *Charte du Travail de Vichy* reste le modèle auquel on se réfère le plus souvent, pour caractériser la transformation par décision étatique de l'association «*corporative*» des salariés, en organe de l'État «*corporatiste*». On peut se demander si ce modèle n'est pas aujourd'hui, pour le moins, en voie de nouvelle réalisation, voire de dépassement. On nous rétorquera que les conditions historiques, notamment militaires, ne sont plus les mêmes. C'est heureusement vrai, mais les tenants de l'ordre corporatiste n'ont pas forcément besoin de la force militaire pour avancer, du moins dans un premier temps.

Lorsque le gouvernement de la gauche plurielle continuant l'action entreprise par ceux de la gauche unie, s'évertue à légaliser le démantèlement du syndicalisme confédéré, en atomisant ses possibilités de négociations, lorsque les lois dites Aubry, renforcent la notion d'accords d'entreprises, et la pratique référendaire à ce niveau, avec le soutien actif de l'appareil confédéral C.G.T., lorsque le même gouvernement s'efforce de cantonner l'organisation syndicale au rôle d'exécutant des décisions prises à Bruxelles, lorsque dans le même temps, le Premier Ministre se félicite d'avoir participé à Florence, sous la présidence de Clinton, à une rencontre permettant de constater les «*proximités*», on peut effectivement se poser la question: que reste-t-il de la démocratie?

Si l'on ajoute l'exigence européenne de régionalisation, l'introduction du communautarisme remplaçant le citoyen grâce à la *Charte Européenne des Langues Régionales*, la revendication de plus en plus affirmée du Vatican de renégocier avec l'État la «*place des religions dans l'espace public*», on ne se pose plus de questions et l'on conclut à la nécessité de reconquérir la démocratie.

Nous aurons à nous expliquer et à débattre dans les prochains numéros de notre publication sur l'apport des anarcho-syndicalistes, dans la période actuelle, pour œuvrer au rassemblement de ceux qui, compte tenu du rapport de force, à l'échelle mondiale, entendent résister, sur tous les plans, pour, dans un premier temps, sauvegarder nos conquêtes démocratiques, parmi lesquelles l'indépendance de nos organisations, la laïcité des institutions, occupent une place prépondérante.

En ce sens, les militants regroupés à l'*Union des Anarcho-syndicalistes*, renouvellent leur appel à participer le: 11 décembre 1999 à PARIS, à la MANIFESTATION proposée par la LIBRE PENSÉE, CONTRE LA RATIFICATION DE LA CHARTE EUROPÉENNE DES LANGUES RÉGIONALES,

en même temps qu'ils confirment leur accord actif avec l'organisation de la Conférence Mondiale ouverte de San Francisco, ainsi qu'aux actions et initiatives qui la préparent.

Jo. SALAMERO.
